

Rémi Landry (Lcol (ret) OMM, CD)

Étudiant au Doctorat Science Politique Université de Montréal

Chercheur associé au Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale
(GERSI)

Recherche: Nature des nouveaux conflits armés dans une perspective onusienne

1071 des Goélands, Beloeil, Qué., J3G 6J6

Tel: 450-446-5288

Courrier électronique: remi.landry@umontreal.ca

L'Institut de la Conférence des associations de la défense,

CINQUIÈME SYMPOSIUM DES DIPLÔMÉS

1-2 NOVEMBRE 2002

Constat de mutation au sein des Forces Canadiennes et Perte d'autonomie et de souveraineté nationale

Résumé

L'auteur rend compte de la capacité affaiblie du Gouvernement canadien à intervenir militairement sur la scène internationale, dont l'état engendre une perte progressive d'autonomie et de souveraineté nationale. Ce constat, l'auteur l'établit en étudiant les impacts d'une décennie de privation budgétaire, en comparant la nature des interventions militaires du début des années 90 avec celles des années 2000. De plus, il y est constaté que la stratégie militaire privilégiée pour contrer ce contexte financier contribue à réduire l'autonomie nationale. L'auteur introduit l'opinion

que la présente conjoncture internationale nécessite, pour le Canada, le maintien d'une capacité militaire crédible et représentative de son statut. Le regain de sa souveraineté ne s'opèrera que par l'élaboration d'une orientation stratégique d'une politique canadienne en matière de sécurité nationale, suivie d'une harmonisation de sa politique étrangère et de sa politique de défense, et par la redistribution des ressources requises pour sa mise en oeuvre. Redistribution qui devra garantir un niveau acceptable de ressources pour le rôle qui y sera joué par les FC.

L'auteur en profite pour illustrer certains aspects de la présente structure des FC, qui devront être révisés si l'on tient à harmoniser ces futures politiques à l'intérieur d'une vision commune et d'une chaîne de commandement militaire réellement unifié.

INTRODUCTION

"L'objectif de la politique de défense nationale du Canada est d'assurer que ce pays demeure une entité politique solide et indépendante, afin que les Canadiens, par l'entremise de leurs représentants élus, continuent d'être libres de décider de leur propre destin. Cette indépendance continuera de reposer sur la capacité de prendre des mesures opportunes pour assurer la sécurité du Canada contre l'agression, qu'elle soit réelle ou simplement appréhendé."

Mes commentaires consisteront avant tout à faire le point sur l'état des capacités actuelles des Forces canadiennes (FC), en me servant des conséquences du 11 septembre et de notre présente contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationale. Je procéderai en étudiant les impacts de la conjoncture économique défavorable et endémique qui prévaut au sein du Ministère de la Défense nationale (MDN). J'étudierai le mariage de cette conjoncture avec la stratégie qui gouverne la structure des FC. Par la suite, j'établirai le lien entre ces impacts et la perte d'autonomie des FC, pour en déduire un effet d'érosion progressive de la souveraineté canadienne.

Je conclurai par une réflexion préliminaire sur le type de démarche qui devrait être entrepris pour contrer cette érosion et tout commentant le processus d'intégration non terminé au sein des FC. Ma réflexion sur le sujet fut l'objet d'une brève publication par le quotidien montréalais La Presse, et qui offrait une version abrégée et quelque peu âgée de cette recherche.

Le 11 septembre 2001.

Les événements du 11 septembre s'inscriront, à tout jamais, dans l'histoire moderne américaine comme un des actes terroristes les plus percutants. Mais c'est surtout l'éveil d'une réalité terrorisante à nos portes, que l'on retiendra de cette tragédie. Le rideau de sécurité, avec lequel l'Amérique croyait s'être entouré, venait de tomber. Dorénavant, la violence virtuelle projetée par nos petits écrans s'estompe pour une réalité victimisée.

Le Canada, fidèle à sa jeune histoire, fut un des premiers à se joindre aux victimes pour condamner et vouer un combat sans répit, à cette nouvelle pathologie du terrorisme international. Cet engagement se voulait aussi une réaction d'indignation envers nos disparus. De plus, le symbole de notre prospérité et de l'ordre mondial, ne venait-il pas d'être sérieusement ébranlé ?

Mais attention, des années de laxisme et de fausses rhétoriques en matière de sécurité nationale ne sont pas sans laisser des séquelles, quant à l'habileté canadienne à affronter cette nouvelle réalité. Une politique de défense, fondée sur un mythe de sécurité et la capacité de ses alliés, offre bien peu de flexibilité en ces temps où la menace est à nos portes et revêt des formes non-conventionnelles.

Cette recherche mettra en perspective la faiblesse du Canada en matière d'autonomie sur la scène internationale et nationale, en analysant sa contribution à la guerre au terrorisme. Je défendrai l'opinion que cette dégradation s'explique en partie par une politique de défense qui privilégie nos alliances au détriment de nos besoins en matière de sécurité nationale. Lors de la Guerre Froide, cette approche généra de nombreux bénéfices, entre autres, un investissement moindre en matière de sécurité, ce dont le Canada bénéficie depuis le milieu des années 70. Par contre, cette stratégie nationale a comme contrecoup une perte progressive d'autonomie et, en période d'instabilité internationale, génère une dépendance accrue de ses alliés. Dépendance qui se traduit par un affaiblissement dans la capacité d'afficher sa souveraineté.

OPÉRATIONS RÉCENTES

"Canadians can choose the amount and the extend of their foreign security engagement,

but they cannot choose the kind of security world that exist out their."

Au lendemain des actes terroristes, un branle-bas de combat du politique canadien se mit en place, afin de contribuer à endiguer ce mal qui était déjà qualifié de diabolique, tant à nos frontières qu'à l'étranger. Dès l'automne 2001, le Canada se joint à la coalition américaine de guerre en Afghanistan, contre les Talibans et les forces du Al Quaida. C'est à cette même époque que le Canada offrait à la communauté internationale sa force terrestre de réaction rapide auprès de l'OTAN.

Mais voilà, suivant la conférence de Bonn et la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies, sur l'établissement d'une force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), l'offre canadienne n'est pas retenue. Les rumeurs ont circulé que les Britanniques cherchaient à favoriser une contribution européenne, alimentant l'établissement d'une force d'intervention militaire autonome de l'Union Européenne. Fait à noter, les offres militaires de la Turquie et de la Nouvelle Zélande furent intégrées à cette force. Depuis lors, la Turquie assume le commandement de la force multinationales ISAF en Afghanistan.

En janvier 2002, coup de théâtre : le Canada annonce en grande pompe qu'il augmente sa contribution à la coalition américaine, en y joignant sa force terrestre de réaction rapide, qui était en disponibilité depuis octobre 2001. À la fin de février, ces troupes sont finalement déployées dans la région de Kandahar, au moyen d'aéronefs américains. Ce qui fait du Canada le troisième contributeur en effectifs, avec près de 3000 militaires, dont pratiquement le tiers de sa Force navale.

A première vue, il s'agit d'un tour de force tout à l'honneur des FC qui, malgré un budget défavorable depuis près d'une décennie, ont su maintenir et améliorer leur niveau d'interopérabilité, tout en trouvant les ressources pour développer et acquérir des équipements hautement sophistiqués. En plus, il faut leur reconnaître en gestion des ressources humaines, une habilité qui tient de la magie. Avec des effectifs réels d'environ 56,000 militaires, à l'époque de l'annonce de leur participation, le Canada allait déployer autant, sinon plus, de troupes à l'étranger qu'il en avait au début des années 90, alors que

ses effectifs militaires frôlaient les 80,000.

Donnons aussi crédit à nos diplomates et politiciens car, avouons-le, les Américains n'avaient pas réellement besoin des troupes canadiennes terrestres pour poursuivre leurs opérations à Kandahar. Le retrait récent de nos troupes terrestres de Kandahar, n'a pas nécessité une réorganisation majeure des forces terrestres américaines, ni l'ajout d'une autre nation contributrice.

Il est évident que notre participation à l'effort terrestre fut grandement appréciée par les Forces américaines. Mais il faut bien le réaliser, cette contribution ne fut pas sans créer divers contentieux dont, entre autres, les protocoles concernant les règles d'engagement et le traitement réservé aux troupes capturées.

Le bombardement accidentel des troupes canadiennes, la perte irremplaçable de 4 militaires canadiens, révélera probablement une culture américaine différente en ce qui a trait à la culture américaine sur les règles d'engagement. De plus, il est à prévoir que le future nous révélera que la commission d'enquête canadienne fut conduite sous certaines restrictions américaines. En effet, les conséquences d'une trop grande transparence pourraient être incriminent, et avoir de sérieuses répercussions sur les autres incidents du genre. Entre autres, rappelez-vous le convoi de dignitaires afghans qui fut détruit la veille de l'assermentation du gouvernement intérimaire, l'automne dernier.

L'ENVERS DE LA MÉDAILLE

"UNITED NATIONS - The extent of Canada's decline as a military power is exposed in a new United Nations report that shows Canadian weaponry trails smaller countries such as Belgium, the Netherlands and Sweden. The UN report paints a picture of an arsenal that is largely antiquated, meagre when compared to the population it must defend, and limited in offensive capability. Details of the report raise questions about claims by Jean Chrétien and Art Eggleton, the Minister of Defence, that Canada is capable of helping the United States militarily."

Il faut reconnaître par ailleurs que les modalités de cet effort canadien présente un envers qui n'est pas sans inquiéter. Contrairement au début des années 90 où la majorité

de nos troupes expéditionnaires servaient sous mandat onusien, moins de 300 militaires servent présentement sous le drapeau onusien. Actuellement notre contribution se fait presque exclusivement à l'intérieur de coalitions régionales : environ 1 800 militaires servent en Bosnie (Opération Palladium) avec les SFOR et près de 1800 servent sous commandement américain (Opération Apollo), en tenant compte du retrait récent du 3^e bataillon du PPCLI.

Comment expliquer un tel revirement ? Certains émettent l'opinion que la conjoncture internationale des dernières années a favorisé ce type de déploiement et que, malgré tout, le Canada a su maintenir son engagement aux missions onusiennes. Rappelez-vous sa récente contribution militaire en Éthiopie avec la brigade spéciale multinationale de réaction rapide (SHIRBRIG). Concept, auquel le Canada contribue depuis le milieu des années 90 et qui offre aux Nations Unies une capacité de réaction rapide pour l'établissement d'une mission de maintien de paix.

Politique Excessive de restriction budgétaire

"Canadian defence policy, after all, at root is about nothing more or less than provision of a military instrument to support foreign policy."

Enfin, d'autres sont d'avis que dès la fin de la Guerre Froide le Canada s'est engagé dans une politique excessive de restriction budgétaire. Ce qui eut pour effet d'initier un processus général de réduction, de restructuration et de réingénierie au sein de toutes les composantes des FC. Le tout fut orchestré en cherchant à protéger et à minimiser les impacts sur la capacité opérationnelle qui assurait le maintien de l'intégrité de nos engagements militaires. C'est aussi à cette époque que d'importantes ressources humaines et financières furent engagées dans la modernisation et la création des services de soutien au personnel militaire et à leur famille.

Depuis 1995, le budget de la Défense nationale a été amputé de 23 % de ses argent, équivalent à une perte de 30 % de sa capacité d'achat. Ce qui se traduit pour le Canada en une dépense militaire qui représente 1.1% de son PNB, comparativement à une moyenne de 2.1% chez ses alliés au sein de l'OTAN, ce qui lui mérite le rang d'avant-

dernier, juste devant le Luxembourg. Compte tenu des succès récents de l'économie canadienne, il est à prévoir que le % du PNB accordé aux dépenses militaires soit revue à la baisse.

Le dernier rapport de l'OTAN, sur les dépenses militaires de ses membres, indique que le Canada se classait au quatrième rang sur 19 pays, en ce qui concerne le produit intérieur brut par personne (déflaté par les parités de pouvoir d'achats). Ce même rapport nous renseigne sur le % que représentent les effectifs militaires au sein de la population active de chaque pays. Le Canada affiche un % de .5% de sa population active alors que la moyenne de tous les pays de l'OTAN se situe à 1.6%.

Approche Militaire

"In the foreign policy field, have we captured here everything really important that should influence thought on and planning for the future of the Canadian forces"

Une menace pratiquement inexistante du territoire canadien et un demi siècle de guerre froide ne furent pas sans influence sur la structure et la composition de nos FC. En effet, l'approche privilégiée par nos stratégies militaires fut et, est avant tout de développer et de maintenir une doctrine qui s'articule autour de la primauté de nos alliances militaires et du besoin d'y maintenir une crédibilité reconnue.

La logique veut qu'une coalition de sécurité a pour effet de mieux dissuader un éventuel agresseur et de plus nécessite un effort moindre en matière de sécurité. En effet, une agression contre un des membres d'une coalition en constitue une aussi contre tous ses cosignataires. C'est cette logique qui, suivant le 11 septembre, explique l'empressement des alliés militaires américains, dont le Canada, à déclarer la guerre au terrorisme, selon l'article 5 du traité de Washington.

Donc une doctrine fondée sur la nature de nos alliances, soumise à conjoncture économique défavorable et endémique et évoluant dans une conjoncture internationale instable, n'est pas sans générer un déséquilibre sérieux au niveau de nos capacités militaires. Cette stratégie a donc eu pour conséquence de privilégier, au cours des derniers 50 ans, une capacité opérationnelle bien précise. Capacité qui a pu être maintenue qu'au

détriment des autres attributs et composantes que l'on retrouve habituellement dans une force militaire équilibrée.

Nous assistons donc depuis quelques années à un affaiblissement progressif des ressources allouées à nos capacités stratégiques et à nos infrastructures. La capacité opérationnelle, constituée avant tout des diverses formations de combat tant terrestres que maritimes et qu'aériennes, est celle que l'on cherche à protéger mais, compte tenu de la pérennité de la situation économique, il devient évident que même ses effectifs, ses budgets d'entraînement et d'acquisition ne sont plus protégés.

Affaiblissement Stratégique

Cet affaiblissement stratégique revêt diverses formes, entre autres, la soustraction dont le niveau est décrit dans le dernier rapport de la vérificatrice générale. Aussi, ne faut-il pas se surprendre si les capacités en transport stratégique, en logistique, en communication, en soins médicaux, en spécialités diverses et en entraînement, de même que le nombre et la qualité de nos infrastructures fut grandement réduite.

"The deployment of Canadian troops to Afghanistan is being held up by a lack of transport planes and a lack of security at the Kandahar airport, defence officials said yesterday. One defence critic said the delay is one more example of a military that is poorly equipped for the missions assigned to it by its political masters. Members of the advance team in Kandahar said yesterday that the exact date of the arrival of the rest of the 750 soldiers is uncertain because the military's aging fleet of C-130 Hercules planes cannot handle a task of this size. While there were initially plans to bring a few hundred Canadian soldiers in as early as Feb. 1, Major Peter Dawe said it's now expected that the deployment won't begin until mid-February. "

C'est ce qui explique le besoin constant de louer ou de se fier à la bonne volonté de nos alliés pour la fourniture de certains services et notre difficulté à rencontrer les besoins croissants en ressources spécialisées exigés par la nature des nouvelles missions onusiennes. Cette perte d'autonomie stratégique explique, en partie, l'incapacité du Canada à contribuer à la Force multinationale d'assistance à la sécurité en Afghanistan, entre autres; les 200 ingénieurs de campagne exigés n'étaient pas disponible vu leur nombre réduit et leur grande implication dans les présentes opérations.

Par contre, ces besoins en matière de sécurité internationale et le rôle de premier

plan que cherche à maintenir le Canada sont à même d'étirer cette capacité opérationnelle au-delà de ses limites. En effet, le retrait et le non remplacement du 3PPCLI de l'Afghanistan l'été dernier, illustre bien cette réalité. Ou bien l'on maintenait cette participation ou l'on devait réviser à la baisse notre participation avec l'OTAN en Bosnie (ce qui fut fait lors de la révision des effectifs déployés en Bosnie par l'OTAN).

Il faut réaliser que les effectifs disponibles au sein des FC pour ce type de déploiement sont constitués d'un bassin maximum d'environ 15,000 militaires, qui proviennent principalement des unités et formations opérationnelles des trois éléments. C'est un secret de polichinelle que le minimum requis d'effectif pour soutenir une opération militaire récurrente, nécessite un ratio minimum de trois militaires en garnison pour un en opération. Ce calcul, entre autres, ne tient pas en compte les effectifs spécialisés que l'on retrouve dans ces opérations expéditionnaires et prend pour acquis que les unités et formations opérationnelles ont leurs effectifs comblés. Il est donc évident que le Canada ne pouvait pas supporter bien longtemps un déploiement de 4000 hommes et femmes, même si un certain pourcentage des effectifs outremer était comblé par des réservistes.

Personnel Surtaxé

À cette capacité limitée s'ajoute un problème plus insidieux, celui d'un personnel surtaxé et fatigué. En autres, pour les métiers des armes et de support au combat, les rotations à l'étranger se succèdent à un rythme incessant dans un environnement des plus difficile et dangereux, en moyenne une fois à tous les 18 mois. Environnement qui a déjà coûté la vie à plus de cent militaires depuis la fin de la guerre de Corée et depuis 1992, il y eut 27 pertes humaines sans compter les centaines de blessés et, contrairement à l'opinion générale, certaines de ces pertes sont attribuables à des actes de guerre.

S'ajoute à ce climat une perception endémique plus ou moins favorable de l'opinion publique à l'égard de la profession militaire. À quand remonte la dernière célébration du retour de nos troupes d'une mission opérationnelle ? En quoi sont-ils si différents de nos olympiens, de notre élite artistique et sportive ? Car ne font-ils pas eux aussi la promotion des valeurs canadiennes à l'étranger, et en plus au risque et péril de leur

vie ?

La nature de la couverture médiatique des cérémonies concernant le rapatriement de nos blessés et morts en sol afghan, marque une première au Canada depuis au moins 20 ans. Espérons que dorénavant nous serons reconnaître publiquement les sacrifices, le dévouement et le courage de nos militaires lors de leur retour en sol canadien. Malgré la couverture médiatique du retour des nos troupes de l'Afghanistan, celui de la rotation des troupes en Bosnie ne souleva que peu d'intérêt.

Si la solde et les conditions de vie de nos militaires apparaissent si alléchantes et concurrentielles, comment expliquer un manque à l'effectif d'environ 4 000 militaires au printemps 2002, un taux d'attrition qui ne cesse de croître, et l'apparition récente de bonus à l'enrôlement pour attirer de nouvelles recrues dans certains métiers. Aux dernières nouvelles, les résultats de la présente campagne de recrutement sont des plus positifs, mais les conséquences sont pour tout le moins inquiétantes: entre autres, les mutations sont rallongés, la dotation de nouveaux équipements est reportée et les listes d'attente pour les cours de spécialistes s'allongent.

Il faut bien reconnaître que malgré une prise en charge rapide par les Écoles nationales des nouvelles recrues, les ressources dans la majorité des écoles de métiers et/ou spécialisées ne sont pas en mesure de s'ajuster au nouveau tempo. Aussi n'est-il pas rare de voir le nouveau soldat et/ou l'officier-cadet en attente pour des périodes variant de quelques mois à quelques années avant de poursuivre son entraînement.

Un Cri d'Alarme

"Passivity creates two great risks to the survival and sovereignty of Canadians ..."

Le dernier rapport du Comité permanent du Sénat sur la Sécurité nationale et la Défense confirme le besoin de revoir la politique de défense canadienne et la structure des Forces canadiennes. Entre autres recommandations, le Comité favorise une augmentation du budget et des effectifs militaires de la Défense en vue de faire face à la menace en Amérique du Nord.

De plus, si l'on doit maintenir l'intensité et le rythme actuel de notre implication à l'étranger, comme le démontre notre feuille de route des dix dernières années, nous devons disposer des ressources pour soutenir un tel effort. Ce rapport s'associe à d'autres études et spécialistes qui exigent une réévaluation de nos politiques de Défense, afin de faire face à un environnement international qui est de loin différent de celui de la Guerre Froide. À cette époque la menace était, sinon prévisible, visible et identifiable.

Nos Alliés

Que dire des efforts récents chez nos alliés d'investir dans des Forces renouvelées et plus aptes à réagir promptement, afin de garantir une autonomie accrue d'intervention face aux nouvelles menaces. Il ne s'agit que de consulter les divers sites nationaux de défense des USA, Grande-Bretagne, et même celui de l'Australie (auquel on compare souvent le Canada) pour réaliser que malgré des situations difficiles, ces pays ont entrepris des révisions majeures afin de faire face aux réalités de l'après Guerre Froide, sans, pour autant, avoir comme objectif premier un recouvrement de fonds.

Certes, l'intention n'est pas de chercher à transformer le Canada en puissance militaire, mais plutôt de garantir et de préserver le statut qu'il a su se tailler sur la scène internationale. En effet, j'avance que l'interventionnisme modéré et multilatéral, que le Canada a affiché principalement lors de la Guerre Froide, en agissant occasionnellement chef de file parmi les nations dites de "like-minded" afin de promouvoir et garantir les valeurs démocratiques, lui permit de se distinguer des ses voisins du Sud. Cette projection d'influence ne peut être garantie que par le maintien d'une certaine capacité d'autonomie d'action dot la force militaire représente une composante importante.

Un Gouvernement qui banalise les questions de Souveraineté

"Transportation, you know, we have to transport them all the time and we can rent planes. We don't have to have a series of planes on the tarmac to transport them," he said. "You know, when you transport the troops, you need a plane with a seat, you know, that can fly a long distance. So you may as well rent than to have planes waiting on the tarmac." Asked whether the war had changed the needs of the Canadian Forces, the Prime Minister replied: "Not fundamentally." "We had to cut them when we were bankrupt, we cut everybody, including defence...."

Avec tout le respect que j'ai pour le Premier Ministre du Canada, certains de ses récents propos à l'effet qu'il ne voyait aucun problème à dépendre de ressources externes pour, entre autres, le transport de nos troupes, me surprennent. Que dirait-il, s'il devait dépendre de la disponibilité "d'Air Force One" pour voyager à l'étranger ? Qu'advierait-il si nos intentions s'avéraient différentes de celles de nos alliés ? Faudrait-il changer nos intérêts ou attendre leur bonne volonté à coopérer ? Des événements récents n'ont-ils pas déjà assez ridiculisé notre capacité d'intervenir ? Rappelez-vous les incidents : Opération Toucan au Timor oriental à l'automne 1999, où de nombreux bris mécaniques perturbèrent l'opération et où nos troupes terrestres durent attendre la disponibilité du transport australien avant d'être déployé au Timor oriental ; et, lorsque certains de nos équipements furent pris en otages dans le Golfe du St.-Laurent par le GTS Katie.

"I regret to say that Canadians are a people who ordinarily expect someone else to do the fighting for us -- first France, then Britain and now the United States. Protected by three oceans and linked with great powers, except in the two world wars and in the unique decades of the early Cold War, Canadians have always been prepared to let someone else make the strategic decisions, pay most of the bills and do most of the dying. This, by definition, is a colonial attitude. It is an attitude that reflects a weak sense of self, a weak sense of sovereignty, a weak sense of our national interests."... "Does our defence weakness matter? It does -- to the military, to the nation, and to the rest of the world -- because it indicates our want of seriousness. Combat capability is a key indicator, because if a government leaves its military in decay in a world of war, cold war and terror, this is a confession of lack of will. Our governments have lacked will, and we will pay for this; indeed we are paying for it. The Americans know we are slackers, and while I do not believe all issues are linked, I do believe our inability to get the White House to take a positive interest in our softwood lumber difficulties or U.S. attacks against the wheat board might have something to do with our defence weakness."

C'est, entre autres, l'accumulation de ces manquements qui fait dire à certains organismes gouvernementaux et à de nombreuses associations de recherche que les FC n'ont plus les ressources requises pour maintenir une capacité militaire viable et d'assumer pleinement leur rôle face au maintien de la souveraineté nationale.

The Senate Committee's report, *Canadian Security and Military Preparedness*,

contributes to this Government's ongoing initiatives to strengthen the national security and defence framework in a balanced manner, in response to a new threat environment. As the Committee observes, "ensuring the security of its people is one of the fundamental obligations of any federal government".

À la lecture de ces lignes le gouvernement canadien semble prendre au sérieux les travaux et recommandation du comité sénatorial. N'oublions pas que, depuis l'apparition du Livre Blanc sur la Défense en 1994, le Gouvernement utilise régulièrement cette forme de langage empathique sans pour autant qu'il y donne suite. Rappelez-vous les critiques du milieu des années 90 où on li reprochait de faire la sourde oreille quant à la mise en œuvre de ses engagements tels qu'énoncés dans le Livre Blanc. De plus, que sont devenues les recommandations faites au Premier Ministre, concernant le besoin de créer un environnement stable tant aux niveau des finances que du personnel; et le besoin de poursuivre la mise en œuvre du Livre Blanc de 1994, du Ministre Young des années 97. Que sont devenues ces recommandations ?

"...According to the most recent polling by Pollara, forty-eight percent of Canadians would support increased funding for the military compared to 17 percent that would favour less spending. A year ago, only 26 percent favoured increased military spending, while 31 percent favoured less spending. ... Having said that, however, the final budget decisions are made by the Government. And the Government must make choices between important, yet competing priorities - such as health care and education and paying down the debt. Rest assured though that over the next few months, I will be making the case for defence. ...At the same time, I will also be focusing on three other priority areas: restructuring, people, and the Canada-US connection. ...We owe it to our men and women in uniform and to ourselves as a country to make the Canadian Forces the best they can be. As Minister of National Defence, I am committed to doing precisely that."

Les propos récents de l'Honorable John McCallum à Toronto sont porteurs d'optimisme, mais à mon avis ce n'est pas en se fondant sur des sondages et en prônant la restructuration que nous serons en mesure d'endiguer le cancer qui ronge les FC. Qu'en est-il de la promesse de réviser la politique de Défense de l'ancien ministre ? Quelle garantie avons-nous du gouvernement qu'il est prêt à investir l'effort et les argents requis pour endiguer la détérioration ? Combien de fois allons-nous devoir redéfinir et ajuster le concept de la souveraineté canadienne ?

On ne prend pas en compte la réalité de l'Institution militaire, peu de gens le réalisent,

mais il faut compter entre 10 et 20 ans pour réintroduire des capacités et des ressources mises en veille au sein d'une force militaire professionnelle. C'est un processus des plus complexe qui exige beaucoup plus que l'achat d'équipement et la révision du quota de recrutement. Il est donc à prévoir que si la présente tendance est maintenue, c'est tout l'appareil militaire qui se retrouvera en crise, avec des conséquences qui se manifesteront sur la capacité canadienne d'afficher sa souveraineté canadienne tant sur la scène interne qu'internationale, et son redressement ne s'opérera qu'à des coûts énormes.

UNE SOUVERAINETÉ PRISE POUR ACQUISE

"The threat to Canadian sovereignty will increase as the world's appetite for fresh water, fish and other natural resources increases," one study produced last year notes. "Today it would be very easy for a foreign ship to come to the Arctic and plunder our water. For all we know, this may have already happened."

Comprenons bien, être souverain ne se limite pas à appartenir à un club prestigieux et à profiter des forfaits de groupe, mais c'est aussi pouvoir afficher à l'occasion son autonomie d'action, en privilégiant ses propres intérêts. Même dans une famille unie, il y a des occasions où l'on doit se distinguer et alors, comment l'affirmer si notre niveau de dépendance est trop élevé. Entre autres, comment dire à nos alliés que le Passage du Nord est en territoire canadien, si on n'est pas en mesure d'afficher une présence permanente, afin d'en contrôler son accès ou du moins observer ses utilisateurs. N'oublions pas que peu importe la nature des relations avec nos alliés, **seuls les Canadiens sont à même de mieux défendre et promouvoir les intérêts des canadiens.**

Malgré des ressources limitées et la présente conjoncture nationale, ce n'est certes pas en banalisant les questions de sécurité auprès du public et en le rassurant qu'on puisse, pour autant, privilégier une politique de défense qui prétend répondre aux réalités des contextes national et international.

La sécurité nationale

"When this discussion is in the context of the international system, security is about the ability of states and societies to maintain their independent identity and their

functional integrity"

Il est grand temps de réaliser que l'optimisme enivrant, au lendemain de la chute du mur de Berlin, ne s'est jamais matérialisé et que nous sommes loin de la fin de l'Histoire (Guerre). La réalité est tout autre, et les incidents du 11 septembre ne font que s'ajouter à la longue liste de crises et de menaces qui ont accablé l'humanité lors de cette dernière décennie. À l'annonce américaine de l'établissement d'un commandement intégré et multidisciplinaire de défense continentale, le présent statut des FC laisse plusieurs perplexes sur les capacités du Canada à y répondre. Dans quelle mesure pourrions-nous garantir notre sécurité et celle de nos alliés et, en cas de crise majeure, comment pourrions-nous maintenir notre souveraineté, si le gouvernement nie la menace et les ressources requises pour y faire face?

"The second risk is that the United Nations will unilaterally move to defend its security perimeter -which it primarily defines as North America- without Canadian knowledge or consent"

Malgré la grande diversité des écrits au sein de la communauté scientifique sur les questions de sécurité et de souveraineté, on décèle un certain consensus sur la nature des champs qui interagissent au sein de ces concepts. En effet, les travaux de Barry Buzan sur ce sujet illustrent bien cette convergence, en effet l'auteur lie la nature de la sécurité nationale aux dynamiques engendrées par les secteurs politique, militaire, économique, sociétaire et environnemental. Certains auteurs, tant des écoles réalistes que idéalistes, reconnaissent par ailleurs que la sécurité nationale ne peut être proprement étudiée et évaluée si l'un ou plusieurs de ces secteurs sont négligés. Il s'en suit donc, que la promotion et l'affirmation de la sécurité nationale et de la souveraineté ne peuvent s'afficher dans tout leur potentiel si l'un de ces facteurs n'est pas reconnu comme agent et ne peut jouer activement son rôle de promoteur de la sécurité nationale.

En ce qui concerne ces remarques et l'apport canadien en matière de Défense, mon argumentation ne cherche pas à dénier que des efforts et ressources sont alloués à la Défense. Mais je cherche plutôt à démontrer que le niveau de ressources qui y est dévolu,

dans la présente conjoncture, est inférieure à celui affecté aux autres secteurs, ce qui a pour effet de créer un déséquilibre. Déséquilibre qui affecte la capacité du Canada à pouvoir pleinement afficher sa souveraineté et son autonomie et qui a sans doute un impact dans les autres secteurs de la sécurité nationale. Rappelez-vous de l'époque où le gouvernement Trudeau décidait de réduire pratiquement de moitié la participation canadienne à l'OTAN à la fin des années soixante et d'un certain revirement de situation au milieu des années 70.

Les négociations récentes et la lenteur des démarches dans les conflits du bois d'œuvre et des quotas de pêches dans les zones limitrophes, entre autres, sont sans doute liées à une perte progressive de crédibilité et de capacité nationale de négociations, compte tenu du déséquilibre qui prévaut. Il est évident que je ne suis pas en mesure d'établir un lien de cause à effet sur le rôle de la situation des FC dans les différents entourant les pêches et le bois d'œuvre. Les recherches d'auteurs tel que Nossal, Buzan, Keohane, et Nye, révèlent bien l'importance que les composantes de la sécurité jouent au niveau de l'ensemble des relations d'interdépendances. De plus le concept de '*Soft Power*', tel que définie par Lloyd Axworthy, et qui, pour quelques années, fut la pierre angulaire du Gouvernement canadien sur la scène international s'avère, pour toutes fins pratiques, une doctrine fortement critiquée.

While Axworthy stressed the importance of influencing state behaviour through “a variety of diplomatic and political tools,” Nossal later argued that “Canada needed ‘a full array of *power tools*, including military forces that can be deployed in peacekeeping missions in Rwanda or Kosovo and a well-maintained foreign service to press Canada interests abroad.”

Il est temps que les questions de la Défense nationale deviennent un enjeu sérieux, et que l'on cesse de désinformer impunément les canadiens sur la nature et l'impact de ses capacités, et sur son habilité à faire face à la présente conjoncture.

Un perpétuel recommencement!

Depuis les derniers dix ans, les FC ont démontré une capacité sans précédent à réagir promptement et efficacement aux politiques et besoins du Gouvernement, tout en

étant en mesure de maintenir une certaine capacité d'interopérabilité avec nos alliés, via l'acquisition de nouvelles technologies et le maintien d'un personnel hautement professionnel.

Ce constat est aussi indicateur que peu d'effort est mobilisés à préparer l'intégration de ces nouvelles technologies, phénomène que l'on associe à la Révolution dans les Affaires Militaires (RAM). Révolution qui incorpore l'apparition de nouvelles technologies (dont celles de l'information) et qui doit générer une nouvelle doctrine et donner naissance à de nouvelles organisations.

Il apparaît bien que l'effort requis à l'achat de nouveaux équipements est pour l'instant tout ce que l'on peut réellement se payer et à quels coûts? Rappelez-vous les succès récents de nos acquisitions d'équipement militaire et la catastrophe qu'elles ont occasionnées au sein de nos effectifs lors des quatre dernières années. Il est prévu qu'il en faudra autant pour rétablir la situation du personnel, ce qui occasionnera un retard au niveau de l'acquisition des nouvelles technologies. Est-ce le futur des Forces, un éternel recommencement et un piétinement honteux?

"Overall, the majority agreed that the 1994 Defence White Paper's roles, missions and force posture remains sound, particularly the principle that Canada must maintain multi-purpose, combat-capable forces. However, some argued that the government has not been clear regarding the roles and missions of the CF in the post-Cold War era. Furthermore, it was stated that, "first Canada must decide whether it wants a military.".

CONCLUSION

La question première que devrait finalement débattre nos politiciens, avant d'initier cette exercice de revue de la politique de Défense est **de définir et d'adopter un concept Canadien de ce que constitue la souveraineté et la sécurité nationale canadienne, et le niveau d'autonomie requis sur la scène internationale, si nous tenons à maintenir une réalité canadienne dynamique et surtout bien à nous.**

Par la suite, le gouvernement Canadien **devra établir un seuil (ses intérêts**

nationaux) que lui seul peut assumer. C'est finalement ce seuil qui devra guider les démarches d'une revue et d'harmonisation de ses politiques étrangères et de sécurité nationale afin de se doter des outils requis afin de maximiser les ressources disponibles dans la présente conjoncture.

Comment y parvenir ?

If, however, the next foreign and defence review follows the usual patterns and procedures, it will surely deliver the same short-lived recommendations. Parliament, therefore, needs to consider first the procedures it might use to devise a national security policy for Canada.

Je ne prétends pas avoir la solution du partage des ressources entre les divers ministères face au paradoxe de la sécurité et de la souveraineté nationale, elle est avant tout politique et doit le demeurer. Mais il appert que le gouvernement canadien ne semble pas vouloir se doter des outils appropriés afin de mieux harmoniser l'ensemble de ses politiques de sécurités. Ma contribution se résumera à offrir des pistes de réflexions dont certaines sont partagées par un ensemble d'intervenants. Mais je suis de l'opinion que la seule question du gonflement des budgets de la Défense ne règlera en rien les difficultés des FC dans le moyen et le long terme. Étant par ailleurs très conscient qu'il y a un urgent besoin de nouveaux argents à court terme afin de maintenir la présente structure.

Un débat élargie.

Dans un premier temps il faut que le débat que l'on nous a promis sur les questions de la Défenses s'inscrive dans une démarche qui soit liée intrinsèquement à celle de notre politique étrangère et validés par une politique budgétaire viable. Ce débat doit inclure un segment plus élargi de la population canadienne afin d'obtenir sa contribution et, surtout l'informer sur les implications des choix à faire. J'ai trouvé par hasard le site du sondage du MDN afin de mieux connaître les opinions des citoyens sur les rôles et les ressources que devraient avoir les FC, mais je ne suis pas convaincu que cette consultation en soit une d'information et d'interaction, mais s'avère plutôt un sondage en vue d'appuyer le

maintien du présent statu quo.

Une approche appropriée.

Le Canada pourrait tirer avantage de la consultation récente et du processus d'élaboration du Livre Blanc sur la Défense de l'Australie. En effet, en plus de présenter plusieurs similarités tant au niveau de son territoire, de sa démographie et de sa situation géopolitique, l'expérience australienne offre tant d'un point de vue méthodologique que conceptuel un exemple qui devrait inspirer nos instances politiques. Ce ne fut pas seulement un processus du Ministère de la Défense mais bien un effort qui engagea l'ensemble du Gouvernement et de la société australienne.

En effet, cette revue de la défense a permis de recueillir les avis des divers spécialistes et groupes spécialisés, tout en informant le public des besoins en matière de défense et de leurs conséquences sur l'ensemble du politique australien. De plus, le Livre Blanc articule sa grande stratégie de défense et développe sa structure priorisant les besoins liés à la défense et l'intégrité nationale de son territoire, plutôt que de se structurer sur les exigences de ses alliances. Se faisant, cette approche ne renie par pour autant ses engagements régionaux, mais avance que ces besoins seront rencontrés au moyen d'une structure et de moyens qui s'articulent avant tout à partir des besoins nationaux. Le tout dans un contexte intégré à l'ensemble des politiques australiennes et sa conjoncture financière.

Il faut bien le réaliser que cette pratique de prioriser le jeu des alliances a grandement profité au Canada, lors de la période de bipolarité du système international. Par contre, cette approche n'est pas pour autant déniée par l'exemple australien, mais les conditionnalités des alliances s'opérationnaliseront au moyen d'une structure qui seront conditionnées avant tout par les besoins domestiques et régionaux.

En effet, dans un système international où la menace à la sécurité nationale se présente sous des formes plus insidieuses et où la mobilisation pour des augmentations dans les budgets militaires se fait plus difficilement, il est à prévoir, comme il fut en partie démontré, que le maintien d'une structure militaire efficace qui priorise ses alliances

nécessitera un effort considérable. La situation qui prévaut présentement au sein de nos FC, est à mon avis indicateur de ces difficultés et a comme conséquence d'affecter l'autonomie nationale.

Une structure de la Guerre froide.

Je suis de ceux qui affirment que malgré nos efforts de restructuration et de ré-ingénierie, nous continuons d'opérer le QGDN, pratiquement, comme il avait été conçu au temps de son premier Chef d'état-major, le Général Jean-Vicor Allard:

-Un consensus et à quel prix! Même si certains efforts furent faits pour réduire la taille du QGDN, que dire du nombre croissant des sous-ministres adjoints et de leur adjoint et de l'immixtion progressive des hauts fonctionnaires à ces postes. Déjà en 97, le Rapport Dimoff illustre bien les difficultés qui découlent d'une intégration incomplète et qui n'a pas su s'ajuster au cours des années. Sans mettre en doute de la loyauté des hauts fonctionnaires envers les intérêts du gouvernement et du pays, qu'en est-il de leur connaissance des FC et de leur imputabilité envers la structure militaire? En plus il faut compter sur une multitude de comités, à tous les niveaux où les décisions sont prises par consensus, ce qui vient alourdir le processus décisionnel et ajouter la duplication de travail entre les diverses branches.

-Unifié? Le quartier général l'est peut-être, mais les FC ne le sont pas pour autant. C'est ce qui occasionne régulièrement, sinon de façon permanente, des conflits entre les divers éléments à savoir qui aura priorité sur les ressources pour les programmes d'acquisition d'armement et de nouvelles plateformes. Il faut bien le réaliser que, malgré les efforts mis en place pour l'établissement de structures conjointes au niveau des structures nationales d'instruction et de développement professionnel, et de doctrine nationale, les commandements maritime et aérien ont plus d'affinité et d'entraînement interarmes avec leur contrepartie américaine qu'avec les autres éléments des FC. Il s'en suit que la nature des divers commandements maritime, aérien et terrestre, crée une dynamique d'opposition où l'enjeu est l'attribution des ressources, au lieu de poursuivre une politique qui cherche à maximiser les ressources pour l'accomplissement des objectifs

du Ministère.

Certes je ne prétends pas détenir la vérité à cette problématique, si ce n'est qu'une structure unifiée dans un seul commandement militaire allègerait le processus décisionnel et, sans doute, les effectifs du présent QGDN. Ce qui faciliterait l'harmonisation de ses entités vers un objectif commun et progressivement aurait des répercussions bénéfiques à l'ensemble des composantes des FC. Il est peut être temps de considérer, les avantages d'une intégration comme celle que l'on retrouve dans les US Marines et dont la structure de commandement pourrait, je crois, facilement être intégrée à nos besoins canadiens. De plus, des études sur le RAM, présente déjà la structure des Marines américains comme celle qui apparaît la plus disposée à intégrer la nouvelle technologie et la mieux préparer à harmoniser les conséquences de la révolution de l'information génère.

-Les Forces Terrestres. La structure des Forces terrestres devra aussi se muter afin de tenir en compte les réalités de l'après Guerre Froide et les nouvelles menaces. En effet, lors des vingt dernières années divers corps et groupe de métiers furent unifiés et intégrés afin de leur donner plus de souplesse dans leur e, de mieux intégrer les nouvelles technologies, et de minimiser les effets de redondance. Pourquoi n'avons-nous pas initié le même processus d'intégration et de regroupement dans les armes de combats.

En effet, au lieu de parler d'unités d'armes de combat, on perpétue l'appellation d'organisations non intégrées : infanterie, blindés, artillerie, ingénieur. Le tout même si au cours des derniers dix ans aucune de ces unités de garnisons ne fut employées intégralement dans des opérations, sinon au moyen de regroupements en formations combinées. A un point tel que, présentement afin de préserver la culture des ces armes de combat, on est à même de faire disparaître des sous spécialités afin de préserver les effectif de certaines de ces organisations, en redistribuant les années personnes d'une organisation à l'autre. Dans un contexte de RAM et de nouvelles menaces, il est évident que la culture et la nature des Forces terrestres s'avère un handicap lorsque vient le temps de maximiser l'e des ressource pour affronter les nouvelles réalités. J'aurai pu aussi faire état du processus de révision et d'e des milices qui s'avère une histoire sans fin.

Défense 1977, Ministère de la Défense nationale, Ottawa, Canada, 31 March 1978, p. 7.

"Au cours des 20 dernières années, toutefois le pourcentage du total des dépenses du gouvernement au titre de la Défense nationale a baissé progressivement pour atteindre son niveau le plus bas de 8.5% en 1975-76" **Défense 76**, Ministère de la Défense nationale, janvier 1977, p. 53. De 1977 à 1986, la part du budget fédérale alloué au Ministère de la Défense nationale (MDN) a fluctué, selon les gouvernements en place, pour atteindre son plus bas niveau en 79-80, soit de 8.6 %, et depuis l'année fiscale de 1982-83 où elle a atteint son plus haut niveau soit de 9.7%, elle est en chute libre affichant 9.2 % en 1985-86 (voir **Défense 85**, MDN, 1986, p. 6). "Après avoir grimpé jusqu'à 12 milliards de dollars en 1993, le budget de la Défense a diminué de 23 % (en termes de dollars) avant l'arrêt des compressions, en 1998. Dans le budget de 1999, le gouvernement a accordé au MDN la somme de 175 millions de dollars (dont une partie est allée aux Anciens combattants) pour le projet de Qualité de vie. Il a également versé dans le budget de la Défense les 150 millions de dollars qu'il lui avait enlevés au cours des années antérieures." Voir Budget 2000 du MDN:

(http://www.dnd.ca/menu/budget/bkgfacts_f.htm). Selon les tableaux offert par le Ministère des Finances le budget de la Défense nationale a chuté progressivement avec des bref périodes à la hausses de 21.8% en 1961 à 6% en 2001 de l'ensemble des dépense du budget fédéral. Voir, Ministère des Finances **Tableaux de référence financiers - Septembre 2001 : 2** Tableau 9 Dépenses budgétaires.

http://www.fin.gc.ca/frt/2001/frt01_2f.html#Tableau%208.

Le Canada dans son livre blanc de 1994 emploie le concept de souveraineté dans une sens très restreint : "La souveraineté est un attribut essentiel de l'Etat nation. Pour le Canada, cela signifie qu'il faut que la loi canadienne soit respectée et appliquée dans les zones relevant de sa juridiction." **Livre Blanc sur la Défense de 1994**, MDN, Chapitre 4, section 'Protection du Canada', paragraphe 'Défense et souveraineté du Canada'.

Par contre dans le chapitre premier le gouvernement lie à cette capacité nationale un certain degré d'autonomie et d'indépendance sur la scène internationale : "Dans ces conditions (il semble toutefois prudent, compte tenu des derniers événements, de s'attendre que le monde se caractérise à long terme par l'instabilité), il convient pour le Canada de se doter d'une politique de défense souple, réaliste et adaptée à ses moyens, qui permette d'avoir recours à la force militaire lorsque les Canadiens le jugent nécessaire pour faire respecter leurs valeurs essentielles et leurs intérêts fondamentaux en matière de sécurité, dans notre pays comme à l'étranger" **Ibid.**, Chapitre Premier, section 'Difficultés d'élaboration des politiques'.

Gray, S., Collin, "Canadian in a Dangerous World", **The Atlantic Council of Canada**,

1994, p. 1.

"The Right Honourable Jean Chrétien and the Honourable Art Eggleton, Minister of National Defence, announced today that Canada is preparing to commit additional forces in support of Operation *Apollo*. The Immediate Reaction Force (Land) (IRF(L)), comprised of members of the 3rd Battalion, Princess Patricia's Canadian Light Infantry based out of Edmonton, is at 48 hours notice to deploy. ... "The coalition of nations participating in this campaign has clearly stated our intent to provide a safe and secure environment for the Afghan people as soon as possible," stated Prime Minister Jean Chrétien. "Canada stands by this commitment." "Operations being considered would provide short-term stabilization in certain areas, allowing for the entry of humanitarian assistance," said Minister Eggleton. "These operations are meant to complement future possibilities for a longer-term international peacekeeping force that would help provide the tools to re establish stability and civil society." **Canada Preparing to Deploy Additional Forces on Operation APOLLO**, 14 November 2001, [://www.dnd.ca/eng/archive/2001/nov01/14APOLLO_n_e.htm](http://www.dnd.ca/eng/archive/2001/nov01/14APOLLO_n_e.htm)

"Of the 18 countries in ISAF, only one is not from Europe -- New Zealand, which is supplying 20 troops. Each of the 15 EU member nations, with the exception of Luxembourg and Ireland, is supplying troops to the force, along with Norway and would-be EU members Turkey, Romania and Bulgaria." Voir : " Canadians sought war, insider says : British officials who offered passive role say Armed Forces wanted to face combat", **Globe and Mail**, by Alan Freeman, with a report from Brian Laghi in Ottawa, Friday, January 11, 2002 – Print Edition, Page A11.

"The Honourable Art Eggleton, Minister of National Defence, announced today that Canada is sending approximately 750 soldiers to Afghanistan as part of Operation APOLLO, the Canadian contribution to the United States-led coalition campaign against terrorism (Operation Enduring Freedom). ... The deployment dates are currently under discussion. However, it is understood that the battle group is expected to be in place in Afghanistan by mid-February." **Canada Deploys Ground Forces to Afghanistan**, 7 janvier 2002, http://www.dnd.ca/eng/archive/2002/jan02/07groundForces_n_e.htm.

"In Ottawa, a spokesman for Mr. Eggleton said the Canadian contingent has ended up where it fits best in the Afghanistan operation. "I think it would be a great exaggeration to suggest we were looking for a combat role to play," Randy Mylyk said. He said Ottawa discussed the possibility of taking part in either the British-led security force or the U.S. combat group. ISAF needed 250 engineers, which Canada would have had difficulty providing, Mr. Mylyk said. Meanwhile, the Kandahar operation "started to gel

together as looking like a nice fit." Voir : Alan Freeman, **Globe and Mail**, **Op. Cit.**

Dès mars 2002 on accusait déjà les canadiens de ne pas avoir engagé des troupes ennemies qui s'affairaient dans un champ de mines. Voir: "It's a minefield: Canadian troops criticized for not killing enemy laying mines", **Edmonton Sun**, by Andrea Wiebe, Thursday, March 7, 2002.

"Does anyone seriously think that the debate about what Canadian troops would do with their prisoners began when members of the 3rd Battalion, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, were lined up in an Edmonton hangar and assured that they might soon do some real soldiering? The truth is, we were desperate to appear useful. Ottawa's high-pressure campaign to be invited to Kandahar after the British had no room for us in the shrunken security force in Kabul had nothing to do with U.S. policy on captives. Neither Mr. Eggleton nor Mr. Chrétien wanted to know about any of that." Voir: "Eggleton didn't want to know: That's war, folks", **Globe and Mail**, by Desmond Morton, founding director of McGill's Institute for the Study of Canada, Friday, February 1, 2002 – P. A15.

Le procès annoncé des deux pilotes, accusés du bombardement accidentel des canadiens, suscite déjà auprès des instances locales un tollé de protestations. Il est aussi à prévoir que ce procès aura d'autres répercussions sur les incidents où d'autres troupes américaines furent accidentellement tués et/ou blessés dans des conditions semblables.

Voir: "UN report shows Canada's arms gap: We're behind the Belgians", **National Post**, Steven Edwards, September 26, 2001. et "Canada accused of opting for easy UN mission Armies from poor nations left with dangerous postings", Steven Edwards, **National Post**, November 17, 2000.

En accord avec les constats onusien pour l'années 2002, 15 missions sont présentement en opérations et sur effectif totale de 37, 506 militaires servant sous le drapeau des NU, le Canada ne contribuait que 224 militaires en août 2002. De plus en août 2002 le Canada se classait, par ordre de pays contributeurs, 34 sur 90, réussissant à peine à déclasser la Roumanie, la Malaisie et la Bolivie. Voir <http://www.un.org/Depts/dpko/dpko/contributors/Aug2002Countrysummary.pdf> en date du 27 septembre 2002

L'été dernier le Canada annonçait une réduction de ses effectifs en Bosnie suite à une décision de l'OTAN de réduire son engagement. "The Honourable John McCallum, Minister of National Defence, announced today that Canada is preparing to reduce the size of its Task Force Bosnia-Herzegovina (TFBH) by approximately 300 soldiers by the end of October. This decision, made in conjunction with our allies and other nations involved in Balkan peace-support operations, follows decisions made by Defence Ministers during the North Atlantic Council of NATO, on June 6, in reaction to the continuing improvements in the security environment in the region." **Canada To Reduce Its Presence In Bosnia**, DND, Canada, July 15 2002, http://www.dnd.ca/eng/archive/2002/jul02/15BOS_n_e.htm.

"We are now taking action to fulfill our part of that commitment. Our proposed contribution to the international coalition will include the 1000 strong Immediate Reaction Force (Land), comprised of members of the 3rd Battalion, Princess Patricia's Canadian Light Infantry from Edmonton and a company of the 2nd Battalion from Winnipeg. They are presently on 48-hours notice to deploy. This battalion consists of three infantry rifle companies, one engineer squadron, a headquarters, a combat support company of heavy weapons and an administrative company. Current plans would have our ground forces work side-by-side with our coalition partners. Acting as a stabilization force in Afghanistan, they would create the conditions allowing humanitarian assistance to be delivered. **Their role in securing entry points and corridors for the delivery of humanitarian aid by the United Nations and NGOs could be critical. Our forces are ready and able to help restore safety and security in this country as required. And their actions will fully accord with the laws of Armed Conflict and Canadian Rules of Engagement.** The precise details of our role are still being determined." **MND Statement in the House of Commons**, Ottawa, Ontario November 19, 2001 http://www.dnd.ca/eng/archive/speeches/2001/nov01/19nov01statement_s_e.htm.

"Once in theatre, they will help carry out a range of operations, including: Potential combat operations to destroy residual Taliban and Al Qaida pockets; Security in the Khandahar area, including security at the airport; Sensitive site exploration, such as abandoned Al Q'aida training camps; Military demining efforts; And support to humanitarian assistance for the people in the Khandahar area." **Speaking Notes for the Honourable Art Eggleton Minister of National Defence** On the Deployment of 3PPCLI Battle Group, Ottawa, Ontario. January 7, 2002, http://www.dnd.ca/eng/archive/speeches/2002/jan02/073PPCLI_s_e.htm.

"The CF are involved in the elimination of the threat of terrorism by supporting the U.S.-led campaign against terrorism. Canada has committed almost 3,000 members to Operation APOLLO". **Canada Deploys Ground Forces to Afghanistan**, 7 janvier 2002, http://www.dnd.ca/eng/archive/2002/jan02/07groundForces_n_e.htm.

Voir: "**Canadian Forces Peacekeeping contribution to the United Nations Mission in Ethiopia and Eritrea (UNMEE)**", DND, Canada, BG-00.052, November 21, 2000,

http://www.dnd.ca/eng/archive/2000/nov00/21_unmee_e.htm

Voir: "**The origins and status of SHIRBRIG**", DND Canada, BG-99.033a, September 20, 2000, http://www.dnd.ca/eng/archive/2000/sept00/21shirbrig_b_e.htm .

Gray, **Op. Cit.**, p. 1.

Dans son livre Blanc de 1994, le gouvernement était très explicite sur son intention de gérer le déficit et la crise de la dette en diminuant les budgets affectés à la Défense, comme en fait foi ces lignes : "Ces dernières années, la nécessité de contrôler le déficit a entraîné une baisse considérable des dépenses fédérales dans la plupart des secteurs, y compris la défense. Comme le montre le graphique ci-après, les projections du budget fédéral de 1994 pour la défense en l'an 2000 correspondent, en chiffres réels, à moins de 60 p.100 de ce qui avait été prévu dans le Livre blanc de 1987."MDN, **Op. Cit.**, Chapitre 2, section 'Considérations Nationales'.

Voir le site du MND du Canada sur les Familles des FC:

http://www.forces.gc.ca/hr/families/frgraph/home_f.asp et le Programme Qualité de vie http://www.forces.gc.ca/hr/qol/frgraph/home_f.asp.

Voir, entre autres, le compte rendu de la Conférence des Associations de la Défense : "*Did you Know? Saviez-vous que? Our Armed Forces in Canadian Society*" **Conference Defence Association**, 02 April 2002. Voir aussi pour plus de détails sur la contributions des autres pays membres de l'OTAN: **Financial and Economic Data Relating to NATO Defence, Defence Expenditures of NATO Countries (1980 - 2001)**, OTAN, "Tableau 3: Dépenses de défense en % du produit intérieur brut" où la moyenne est de 2.3%, "Tableau 4: Produit intérieur brut et dépenses de défense par habitant en \$ EU et \$ US", et "Tableau 6 : Forces armées - Effectif annuel moyen, Personnels civil et militaire en % de la population active", <http://www.nato.int/docu/pr/2001/table3.pdf>.

Gray, **Op. Cit.**, p. 20.

Une brève révision de nos politique de défense nationale depuis la fin des années 60, confirme bien les assises de cette doctrine : Toutefois, en vertu d'ententes de sécurité

collective, il lui est possible de se joindre à d'autres nations pour pourvoir à ses besoins en matière de sécurité et pour promouvoir la stabilité internationale. Par conséquent, l'appui continu du Canada à l'OTAN et à la défense de l'Amérique du Nord ainsi que sa participation aux opérations de la paix demeurent les pierres angulaires de la politique canadienne de défense." Voir **Défense 76**, MDN, janvier 1977, p. 5.

"On 12 September, a day after the terrorist attacks in the United States of America, NATO invoked the principle of Article 5 of the Washington Treaty. After confirming that such actions had been conducted from abroad the Article became fully operative on October 2, 2001." http://www.dnd.ca/menu/Operations/Apollo/index_e.htm

"The Government believes that Canada requires multi-purpose combat capable armed forces to defend Canada, to defend the continent in cooperation with the United States and to contribute to international peace and security. While the key principles of the 1994 Defence White Paper continue to be relevant in today's uncertain international security environment, the Government is currently examining Canada's defence program and capabilities in order to ensure that they are affordable, sustainable and effectively structured to carry out defence missions and promote Canadian interests and values." **Canadian Security and Military Preparedness**, The Government's Response to the Report of the Standing Senate Committee on National Security and Defence October 2002, p. 11, <http://www.forces.gc.ca/eng/archive/2002/oct02/KennyE.pdf>,

A cet effet voir : **The strategic implications of organizational re-structuring: An examination of**

Canadian National Defence readiness in a post-industrial context, Major John Karagianis, Ph.D. Student, Faculty of Management, University of Calgary Conference of Defence Associations Fourth Annual Graduate Student symposium, 2-3 November 2001. L'auteur étudie les divers programmes qui furent introduits en vue de préserver cette capacité opérationnelle et conclue par: "'Change, and its impact upon National Defence, is not about what the organization has been, but about what it could become. This has not been effectively appreciated during recent restructuring efforts. It is therefore important to examine the emerging organization without prejudice and without carrying forth the inherent issues of the former paradigm. The structure and culture of the continuously renewed organization must be fully aligned to the present and the future, in order to effectively face emergent threats as they present themselves." **Ibid.**, p. 18.

Voir entre autres l'allocation du Commandant des Forces terrestres qui tout en démontrant les efforts soutenus par son commandement pour maintenir une capacité efficace et moderne fait état de effets des conséquences et des limitations imposées par la présente conjoncture : "The re-equipping issue impacts on our maintenance of extant capability. The reality is that in order to modernize, we need to take units out of the line. The process requires withdrawing old equipment, issuing new, conducting individual

training, de-bugging the system, inevitable with any new capability, and undertaking collective training and team building. This process takes time and with more and more complex technology, it will become a standard part of the army's scheduling challenge. ... Personnel shortfalls are being addressed as part of our recruiting program that is well underway. However, it will take some time before our trained effective strength rises to the required level and we will carry a level of under manning for some time which will aggravate the tempo problem." Speaking Notes, Lieutenant General Jeffery, Chief of the Land Staff, Address to The Conference of Defence Associations Ottawa, 22 February 2002.

2001 Report -Chapter 10 -National Defence, In-Service Equipment, Main Points, Office of the Auditor General of Canada, 2001. "10.14 Our [1999 audit](#) of the federal government's alternative service delivery arrangements noted unconfirmed estimates by National Defence that its use of such arrangements had saved it about \$68 million per year. However, the Department had projected in 1996 that annual savings would reach \$200 million by 1999. Based on estimated results, it has revised this projection to \$175 million a year by 2004."

Voir: "Snags delay Canadian deployment", **The Globe and Mail**, print edition, by Mark Mackinnon and Shawn McCarty, Monday, January 21, 2002, P.A1.

Defence of North America: A Canadian responsibility, The Standing Senate Committee on National Security and Defence, Eight Report, September, 2002.

Entre autres voir Strategic Overview 2000 : "Bien qu'ils (dangers) ne puissent pas être comparés à la menace générale que posait l'ex-Union soviétique, ces dangers vont quand même entraver la création d'un ordre international stable, sûr et prospère et nécessiter vraisemblablement des opérations militaires allant des interventions humanitaires à l'usage de la force contre un agresseur déterminé. ... L'évolution même de la guerre a de quoi préoccuper puisqu'elle n'est plus caractérisé uniquement par des progrès technologique et des modification correspondantes de la doctrine, mais aussi par un retour aux luttes identitaires et territoriales fondamentales..." **Strategic Overview 2000**, DND, Directorate of Strategic Analysis, Policy Planning Division, DStrat a project report 2000/18, September 2000, p. 11-12.

Voir entre autres : **Coincé entre les deux : une évaluation de la capacité**

opérationnelle des Forces canadiennes. l'Institut de la Conférence des associations de la défense, septembre 2001; **Une nation vulnérable : le déclin des Forces canadiennes**, ICAD, octobre 2002; **Pour assurer la sécurité d'un nation: la justification pour u nouveau Livre Blanc sur la Défense**, Préparé pour le Conseil pour la Sécurité canadienne au 21^e siècle, Centre d'études militaires et stratégiques, Université de Calgary, novembre 2001; **The Canadian Forces and the Doctrine of Interoperability : The Issues**, Danford W. Middlemiss and Denis Stairs, IRPP, Policy Matter, Vol. 3, no. 7, juin 2002; **Canada's Army: War and Keeping the Peace**, J.L. Granatstein, University of Toronto Press, 2002. Je crois qu'il est aussi opportun de mentionner la série d'études et de recommandation qui furent commandées par le L'Honorable Young, alors Ministre de la Défense : **Minister Young's Letter to the Prime Minister**, DND, Canada, March 25, 1997. Les rapports suivants accompagnaient la lettre du Ministre: **Authority, Responsibility and Accountability; A Benchmark Study of the Armed Forces of Australia, Italy, The Netherlands, Sweden, The United Kingdom and Canada ;Comparative Study of Authority and Accountability in Six Democracies ; Compendium of Changes in the Canadian Forces and the Department of National Defense ;Ethos and Values in the Canadian Forces ;Bercuson Report ; Granatstein Report ;Legault Report ; Morton Report ; Dimoff Report**, <http://www.dnd.ca/eng/min/reports/index.html>

Voir: **No more money for defence: PM: "Forces 'may as well rent': No need for planes while U.S. is there to help,"** Chrétien says, Robert Fife, Ottawa Bureau Chief, National Post, March 192002.

"These concerns were dramatized by the frequent mechanical problems the Hercules supply planes and the aging Sea King helicopters operating from the Protector were experiencing. Significant government cuts to the military budget had taken their toll on the forces' ability to deploy and maintain their equipment effectively in the theatre of operations. Many Canadians serving in the military have expressed their frustrations about under funding in the past, and believe the problems encountered in the East Timor mission only serve to underscore them. In the words of Naval Captain Roger Girouard, the commanding officer of Operation Toucan, "we do good work here, but it is not free"" **Unresolved Issues ; East Timor: Free at Last**, CBC, News Review 1999,

<http://www.tv.cbc.ca/newsinreview/Nov%2099/East%20Timor/Unresolved.html>. Voir aussi : **Canada will Deploy Ground Troops to East Timor**, DND, NR-99.092, 01 October, 1999, http://www.dnd.ca/eng/archive/1999/oct99/01Ground_force_n_e.htm.

Voir: Op MEGAPHONE (archive) HMCS Athabaskan Carries out Boarding to GTS Katie, August 3, 2000,

http://www.navy.forces.gc.ca/mspa_operations/operations_e.asp?x=1&id=11.

Voir: "Defence freeloading imperils sovereignty", National **Post**, J.L. Granatstein, February 22, 2002.

...The Government believes that Canada requires multi-purpose combat capable armed forces to defend Canada, to defend the continent in cooperation with the United States and to contribute to international peace and security. While the key principles of the 1994 Defence White Paper continue to be relevant in today's uncertain international security environment, the Government is currently examining Canada's defence program and capabilities in order to ensure that they are affordable, sustainable and effectively structured to carry out defence missions and promote Canadian interests and values. **Canadian Security and Military Preparedness**, The Government's Response to the Report of the Standing Senate Committee on National Security and Defence October 2002, <http://www.forces.gc.ca/eng/archive/2002/oct02/KennyE.pdf>.

"Même dans les circonstances les plus favorables, il est difficile de prédire les tendances internationales. Étant donné le caractère incertain de la situation mondiale actuelle, il est impossible de prévoir avec quelque certitude que ce soit la façon dont elle évoluera dans les années à venir. La menace d'une guerre à l'échelle du globe s'est incontestablement beaucoup estompée et les dangers immédiats paraissent moins grands aujourd'hui, pour le Canada tout au moins. Pourtant le monde dans lequel nous vivons n'est ni plus paisible ni plus stable. Certes, on aurait tort de mettre l'accent uniquement sur les cas extrêmes de désordre dans certaines régions, et d'occulter les réels progrès qui s'accomplissent ailleurs. Il semble toutefois prudent, compte tenu des derniers événements, de s'attendre que le monde se caractérise à long terme par l'instabilité. La politique de défense du Canada se doit de refléter cette situation telle qu'elle est et non telle que nous voudrions qu'elle soit. Dans ces conditions, il convient pour le Canada de se doter d'une politique de défense souple, réaliste et adaptée à ses moyens, qui permette d'avoir recours à la force militaire lorsque les Canadiens le jugent nécessaire pour faire respecter leurs valeurs essentielles et leurs intérêts fondamentaux en matière de sécurité, dans notre pays comme à l'étranger." **Livre Blanc sur la Défense de 1994**, Chapitre Premier, 'Difficultés d'élaboration des politiques', DND, Canada, http://www.dnd.ca/menu/consult/update/consult_questions_e.asp

"I have given careful consideration to the role of the Canadian Forces. In my view, Prime Minister, the role set out in the White Paper remains fully valid. It is crucial that we as a Government provide the military with a stable environment in terms of funding and personnel strength and continue to implement the 1994 Defence White Paper." **Minister Young's Letter to the Prime Minister**, DND, Canada, March 25, 1997. Les

rapports suivants accompagnaient la lettre du Ministre: [Authority, Responsibility and Accountability](#); [A Benchmark Study of the Armed Forces of Australia, Italy, The Netherlands, Sweden, The United Kingdom and Canada](#) ;[Comparative Study of Authority and Accountability in Six Democracies](#) ; [Compendium of Changes in the Canadian Forces and the Department of National Defense](#) ;[Ethos and Values in the Canadian Forces](#) ;[Bercuson Report](#) ; [Granatstein Report](#) ;[Legault Report](#) ; [Morton Report](#) ; [Dimoff Report](#), <http://www.dnd.ca/eng/min/reports/index.html>

Speaking Notes for the Honourable John McCallum Minister of National Defence To the Toronto Board of Trade, Toronto, Ontario, October 25, 2002, voir : http://www.forces.gc.ca/eng/archive/speeches/2002/oct02/BOT_s_e.htm.

En effet je ne criss pas que c'est en vérifiant auprès d'un public mal informé que nous serons en mesure d'établir l'argumentation requise pour définir nos besoins en matières de défense. Je coirs que c'est opération, si non incluse dans une consultation élargie et un programme d'information nationale est une perte pure et simple de temps. **"Croyez-vous que les Forces canadiennes peuvent intervenir aussi rapidement qu'elles le devraient pendant une crise? Pourquoi?"** CONSULTATIONS EN-LIGNE, MDN, en date d'octobre 2002, http://www.dnd.ca/menu/consult/update/consult_questions_f.asp. Il s'agit de la question 2 du sondage qui vient de se terminer et pour lequel peu de publicité fut faite.

"The reports note that Canadian claims to sovereignty over all of the islands of the Arctic Archipelago, the size of continental Europe, have not been challenged to date, but one of the keys to those claims is the maintenance of a continual presence over those islands." *Voir* : " Arctic sovereignty at risk: Military warns North's riches open to plunder by foreign lands; Threat rises as Forces' power slips", **The Ottawa Citizen**, by David Pugliese, Thursday, December 7 2000, The Ottawa Citizen Online National page.

"The Canadian military requires forces : 'balanced ' against a plausible range of externally rooted policy demands; 'balanced ' as a military machine so that even when committed with allies many of their vital needs can be met with Canadian assest (Canadians will always care more about Canadians than will non-Canadians); and 'balanced' for a tolerable fit with the values of Canadian society." Gray, S., Collin, Canadian in a Dangerous World, The Atlantic Council of Canada, 1994, p. 28.

Buzan, Barry, **People, States & Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era**, Lynne Rienner Publisher, Boulder, Colorado, 1991, p. 18.

Fukuyama, Francis, "The End of History", **The National Interest**, No. 16, Summer 1989; Kaplan, Robert, "The Coming Anarchy", **Atlantic Monthly**, Vol. 273, No. 3, February 1994, p. 53-65

Defence of North America: A Canadian Responsibility, Op. Cit., p. 4.

"Similarly, although 'national security' suggest a focus in the political and military sectors, where the state is most strongly established (the author referred mainly to the USA), the idea cannot properly be comprehended without bringing in the actors and dynamics for the societal, economic and environmental sectors. ... Attempts to treat security as if it was confined to any single level or any single sector invite serious distortions of understanding." Buzan, Barry, **Op. Cit.**, p. 363.

Voir aussi les travaux de néolibéralistes tel que Keohane et de Nye sur l'interdépendance où les auteurs reconnaissent le jeu essentiel de l'aspect militaire. De plus lorsque nous aborderons la question du 'Soft Power' nous reviendrons sur cet aspect. "Military force still plays a significant role in relations between states, and in a crunch, security still outranks other issues in foreign policy issues." Robert O. Keohane and Joseph S. Nye Jr., "Power and Interdependence in the Information Age," in **Is Global Capitalism Working?**, Foreign Affairs Reader, 1998, p. 10. Voir aussi Keohane et Nye dans **Power and Interdependence: World Politics in Transition**, Boston: Little, Brown, 1977. .

" ... a more appealing logic is to combine and expand the two approaches (nationalist and internationalist) by seeking integrative security policies that work on three levels (individual, society, and state and system) simultaneously, while paying maximal attention to the positive and negative linkages across sectors." Buzan, **Op. Cit.**, p. 377

Voir entre autres: **Canadian Security Policy**, a presentation by The Honourable Barbara McDougall at CFC, April 30, 2001.

Les travaux de Reesha Namassivayam sur le concept de 'Soft Power' mettent bien en évidence les lacunes de ce concept et les dangers qu'il sous-entend. Voir: **Soft Power at the United Nations: A Compatible Marriage between Canada and the Security Council?**, Reesha Namassivayam, paper presented at the 4th CDIA Annual Graduate Student Symposium, 2-3 November 2001.

"Robin Jeffery Hay characterized Nossal as accusing Axworthy of "conducting foreign policy on the cheap and misleading Canadians to believe that all this country needs in world politics is a few good ideas that will get other to want what we want." **Ibid.**, p.8 et 9.

Voir, entre autres, les écrits suivant sur la RAM, son implication et ses composantes : Murray, Williamson, "Thinking About Revolution in Military Affairs", **Joint Force Quarterly**, Vol. 16, Summer, 1997, p. 69-76. Tertais, Bruno, "Faut-il croire à la révolution dans les affaires militaires ?", **Politique Étrangère**, Vol. 3, 1998, p. 611-629. Sloan, C., Elinor, **The Revolution in Military Affairs**, McGill-Queens University Press, Montreal and Kingston, 2002, Chap. 1, p. 3-17, Chap. 3, p. 32-55, Chap. 4, p. 56-76. Cohen, A., Eliot, "A Revolution in Warfare" **Foreign Affairs**, Vol. 75, No. 2, 1995, p. 37-54. Joseph S., Nye et William A. Owens, "America's Information Edge" **Foreign Affairs**, Vol. 75, No. 2, 1995, p. 20-36.

"It is maintained that there are those in the government who believe Canada's armed forces should assume a more constabulary force posture in comparison with those who support the White Paper's multi-purpose, combat-capable force posture. As a result of this divergence of opinion, many conclude that the government is delaying, or not fully implementing reforms and equipment modernization programs. This general situation fosters the belief that the government does not have a clear purpose or commitment to the armed forces. To rebut this perception, the majority stated that the government must get on with implementing the 1994 Defence White Paper. Furthermore, the government needs to develop a better understanding in Parliament and among Canadians on defence issues". **The Future of the Canadian Armed Forces: Opinions from the Defence Community, by** Thomas Dimoff, March 25 1997, voir: http://www.dnd.ca/eng/min/reports/Dimoff/Dimoff_e.htm.

"National security at home and abroad", **National Post**, Douglas Bland, professor and chair of the Defence Management Studies program at the School of Policy Studies, Queen's University January 4, 2001, National Post Online...

"Choosing military capabilities today is as much a foreign policy matter as a defence

issue because such decisions might limit foreign policy choices well into the future. Yet in Canada, national security is a concept without a policy or a departmental home, managed, if at all, by ad hoc committees. ... Before any new review of Canada's foreign and defence policies begins, therefore, the Cabinet should confirm Canada's national security policy. It might begin by appointing a multi-party, joint committee of the Senate and the House of Commons to prepare a non-partisan, concerted national security framework document to guide ministers and policy planners. The document ought to describe the threats and vulnerabilities facing the nation and how to address them in terms of national capabilities and international agreements and through national laws and internal security resources. The document should define a "machinery of government" to supervise national security policy and operations above the customary departmental structure. The committee should prepare a long-term budget of what is needed (not merely what is available) to give effect to a national security policy. Afterwards, ministers and officials, working within this framework, could build a co-ordinated and comprehensive set of foreign, defence, and internal security programs -- a national security strategy linking ends to means." **Ibid.**

The Minister of National Defence Launches On-Line Consultations as Part of a Defence Update, http://www.dnd.ca/eng/archive/2002/aug02/06CCDU_n_e.htm, August 06 2002.

On compare souvent le Canada à l'Australie tout en dénotant que sa situation géopolitique est différente et que finalement son intégrité territoriale diffère grandement de celle du Canada. Par contre les Australiens semblent considérer leur continent comme étant sans doute la place la plus sécuritaire au monde et dont le seul pays avec la capacité d'envahir leur territoire sont les USA, et qui plus est, se sont avérés leur principal allié depuis la Deuxième Guerre Mondiale. "Even the Green paper concedes that it cannot readily foresee the circumstances under which an attack might occur or where it might come from (Department of Defence 2000:18). ... Given that the US has been the apparently unshakable foundation of Australian's security since the Second World War, the prospect of an American invasion can presumably be discounted." Beeson, Mark, "Debating Defence: Time for a Paradigm Shift? ", **Australian Journal of International Affairs**, Vol. 54, No. 3, 2000, p. 255. ale

"Australians have a right to expect that Government will do whatever is necessary to keep the country safe from possible threats. But what exactly is necessary in these new circumstances? Our answer must recognise that there are limits to what any government can realistically afford to spend on defence so some difficult policy choice has to be made." Defence Review 2000 - Our Future Defence Force, A public discussion Paper,

Department of Defence Australia, June 2000.

"Australia's most important long-term strategic objective is to ensure the defence of Australia and its direct approaches. Our second strategic objective is to foster the security of our immediate neighbourhood. We would be concerned about internal challenges to the stability and cohesion of neighbouring countries and concerned about any threat of external aggression against them. Our third strategic objective is to work with others to promote stability and cooperation in Southeast Asia. Our key strategic interest in Southeast Asia is to maintain a resilient regional community that can cooperate to prevent the intrusion of potentially hostile external powers and resolve peacefully any problems that may arise between countries in the region. Our fourth strategic objective is to contribute in appropriate ways to maintaining strategic stability in the wider Asia Pacific region. We would want to avoid the emergence in the Asia Pacific region of a security environment dominated by any powers whose strategic interests might be inimical to Australia's and to avoid destabilising competition between the region's major powers. Our fifth strategic objective is to contribute to the efforts of the international community, especially the United Nations, to uphold global security. We will continue to support the United States in the major role it plays in maintaining and strengthening the global security order. Australia also has a strong interest in non-proliferation regimes that prevent the spread of weapons of mass destruction." **White Paper**, Executive Summary, Government of Australia, MOD December 6 2000.
<http://www.defence.gov.au/whitepaper/>

Depuis déjà quelques années la Division de la planification de la politique fait déjà état dans son évaluation annuelle d'un contexte international rempli de contradictions. "...La prédominance des conflits internes, l'application des technologies de points aux opérations militaires et le recours à des stratégies asymétriques pour défier la domination américaine sont en train de transformer la nature de la guerre", **Strategic Overview 2000**, DND, Directorate of Strategic Analysis Policy Planning Division, Policy Group, Canada, September, 2000, p. 4,

En 1976 nous avons l'équivalent de 9 sous-ministres adjoints, dont 6 militaires, présentement, en accord avec le site du MDN, nous en avons 15, dont 6 militaires. Voir : http://www.dnd.ca/inside/site_map_e.htm

"...The majority agreed that many of the problems with DND and the CF are interrelated and are the long-run outcomes of two organizational decisions. The first decision was the unification of the CF in the late 1960s, which amalgamated the three environmental services into one. The second decision was the result of the Defence Management Review of 1972, which amalgamated the military Canadian Forces Headquarters

(CFHQ) and the civilian National Defence Headquarters (NDHQ). "Civilianization" is a consequence of these amalgamations and in turn, has affected organization, command and management structures. The present structure and procedures of DND do not provide adequate levels of accountability for either the military or civilian perspective. The intent of the present configuration of DND was to provide the Canadian people with the best of military ethos and the public service ethic. It has been concluded that Canadians have received neither and both have been damaged. In terms of the command and management of the CF, some have suggested that in the current structure of NDHQ it is difficult to determine where the jurisdiction of DND ends and the CF begins. Moreover, it is also difficult to articulate the roles of the Deputy Minister (DM) and the Chief of Defence Staff (CDS) with clarity. Some have stated that the military has not been civilianized, but that the DM's role has been militarized. It was recommended that DND and the CF should be reorganized so that all aspects of accountability and operational responsibility of the military and civilians are clearly and transparently defined. Furthermore, there is a consensus that the government should consider the desirability of splitting NDHQ into a civilian and military department. The civilian department would be responsible for the strategy and policy formulation function. The DM would be served by a staff sufficient to fulfil his/her responsibilities and which will provide sound and credible policy direction and insight into the armed forces. The CDS, as head of the military component, should be able to provide unfettered, by the DM, military advice to the MND, Cabinet and the Prime Minister. He/she should be responsible only for the implementation of policy, not for its formulation, nor for the day-to-day administration of the department. Some suggested that the military adopt the pre-1968 system of a CFHQ with a Chair of Defence Staff and three Service Chiefs. Many, however, were not sure that a separation of NDHQ and CFHQ is the answer. All did agree that structure and organization need to be reviewed." **The Future of the Canadian Armed Forces: Opinions from the Defence Community, by** Thomas Dimoff, March 25 1997, voir: http://www.dnd.ca/eng/min/reports/Dimoff/Dimoff_e.htm.

Voir le processus de prise de décision au QGDN. **Autorité responsabilité et reddition des comptes**, L'Honorable M. Douglas Young, C" P. député ministre de la Défense nationale, ministre des Anciens combattants, Rapport présenté au Premier ministre, 25 mars 1997, p. 20.

Voir, Sloan, **Op. Cit.**, Chap. 3, p. 32-55 où le concept des Marines est décrit comme celui qui se rapproche le plus de la nature de la RAM, compte tenue de ses deux éléments doctrinaires: soit les opérations combinées et sa nature expéditionnaire.